

GE_GERICHTE ACJC/119/2018 vom 31. Januar 2018

GE Cour de justice, 2018-01-31, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_119_2018

FR: GE_GERICHTE ACJC/119/2018 du 31 janvier 2018

IT: GE_GERICHTE ACJC/119/2018 del 31 gennaio 2018

Erwägungen

E. 1

En matière de mainlevée d'opposition, seule la voie du recours est ouverte (art. 309 let. b ch. 3 et 319 let. a CPC). La décision - rendue par voie de procédure sommaire (art. 251 let. a CPC) - doit être attaquée dans un délai de dix jours dès sa notification (art. 321 al. 2 CPC) par un recours écrit et motivé (art. 130 et 131 CPC). En l'occurrence, l'acte émanant d'un justiciable procédant en personne sera considéré comme recevable, en dépit de son intitulé erroné, dans la mesure où il peut être compris comme visant à l'annulation de la décision attaquée et, cela fait, à l'accueil de la requête de mainlevée.

E. 2

Dans le cadre d'un recours, le pouvoir d'examen de la Cour est limité à la violation du droit et à la constatation manifestement inexacte des faits (art. 320 CPC).

- 4/7 -

C/12269/2017 Les conclusions, les allégations de faits et les preuves nouvelles sont irrecevables (art. 326 al. 1 CPC).

Il s'ensuit que les pièces nouvellement déposées devant la Cour par les parties ne sont pas recevables, pas plus que les allégations nouvelles de l'intimée.

E. 3

La recourante reproche au premier juge d'avoir retenu qu'elle ne disposait pas de titres de mainlevée des créances en poursuite.

E. 3.1

Le créancier dont la poursuite se fonde sur une reconnaissance de dette constatée par acte authentique ou sous seing privé peut requérir la mainlevée provisoire (art. 82 al. 1 LP). Constitue une reconnaissance de dette, en particulier, l'acte authentique ou sous seing privé signé par le poursuivi, d'où ressort sa volonté de payer au poursuivant, sans réserve ni condition, une somme d'argent déterminée, ou aisément déterminable, et exigible (ATF 136 III 624 consid. 4.2.2, 627 consid. 2 et les arrêts cités). Le juge prononce la mainlevée si le débiteur ne rend pas immédiatement vraisemblable sa libération (art. 82 al. 2 LP). Il doit vérifier d'office notamment l'existence matérielle d'une reconnaissance de dette, l'identité entre le poursuivant et le créancier désigné dans ce titre, l'identité entre le poursuivi et le débiteur désigné et l'identité entre la prétention déduite en poursuite et la dette reconnue (GILLIERON, Commentaire de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, n. 73ss ad art. 82 LP). La procédure de mainlevée provisoire est une procédure sur pièces (Urkundenprozess), dont le but n'est pas de constater la réalité de la créance en poursuite, mais l'existence d'un titre exécutoire : le créancier ne peut motiver sa requête qu'en

produisant le titre et la production de cette pièce, considérée en vertu de son contenu, de son origine et des caractéristiques extérieures comme un tel titre, suffit pour que la mainlevée soit prononcée si le débiteur n'oppose pas et ne rend pas immédiatement vraisemblable des exceptions. Le juge de la mainlevée provisoire examine donc seulement la force probante du titre produit par le créancier, sa nature formelle - et non la validité de la créance - et lui attribue force exécutoire (ATF 132 III 140 consid. 4.1). Une reconnaissance de dette peut découler du rapprochement de plusieurs pièces, pour autant que les éléments nécessaires en résultent (ATF 136 III 627 consid. 2; 132 III 480 consid. 4.1; 122 III 125 consid. 2; 106 III 97 consid. 3; arrêt du Tribunal fédéral 5A_892/2015 du 16 février 2016 consid. 4.3.1). Cela signifie que le document signé doit clairement et directement faire référence, ou renvoyer, aux documents qui mentionnent le montant de la dette ou permettent de le chiffrer

- 5/7 -

C/12269/2017 (ATF 136 III 627 consid. 2; 132 III 480 consid. 4.1; arrêt du Tribunal fédéral 5A_577/2013 du 7 octobre 2013 consid. 4.2.1).

E. 3.2

En l'espèce, la recourante a produit deux factures, n° 3_____ et 4_____, portant une signature (dont il n'a pas été contesté que celle-ci émanait de l'intimée et manifestait la volonté de payer), contrairement à ce qu'a retenu le premier juge. Partant celles-ci représentent des titres de mainlevée provisoire de l'opposition, pour les postes 2 et 4 du commandement de payer poursuite n° 15_____ dont le départ des intérêts moratoires dus a été fixé en conformité du libellé de l'échéance; en première instance, faute de détermination de l'intimée, rien n'a rendu vraisemblable la libération de celle-ci. La mainlevée provisoire de l'opposition devra donc être prononcée pour ces deux postes. Pour le surplus, seule la facture n° 11_____, non signée, peut être rapprochée d'un bulletin de travaux (n° 7_____) portant une signature de client. Ne figure toutefois pas dans ce bulletin d'élément propre à chiffrer le montant facturé. Dès lors, les deux pièces, même lues de façon concurrente, ne représentent pas un titre de mainlevée au sens de l'art. 82 LP.

Enfin, les deux dernières factures produites (n° 9_____ et 1_____) ne sont pas signées; la première renvoie à un bulletin de travaux dépourvu de signature tandis que la deuxième n'est pas assortie d'une fiche de travaux. Ces pièces ne sont pas non plus constitutives de titres de mainlevée.

Il s'ensuit que le grief de la recourante n'est fondé que s'agissant des créances résultant des factures n° 3_____ et 4_____.

Par souci de simplification, le chiffre 1 du dispositif du jugement attaqué sera annulé dans son entier, et il sera statué à nouveau (art. 327 al. 3 let. b CPC) dans le sens de ce qui précède.

E. 4

Les chiffres 2 et 3 du dispositif de la décision attaquée, consacrés aux frais de première instance, seront également annulés.

Compte tenu de l'issue de la procédure, et en application de l'art. 106 al. 1 et 2 CPC, le recourant supportera la moitié des frais des deux instances, arrêtés à 600 fr. (art. 48, 61 OELP), compensés avec les avances déjà effectuées, acquises à l'Etat de Genève, l'autre moitié étant mise à la charge de l'intimée. L'intimée sera en conséquence condamnée à

verser 300 fr. à la recourante à titre de remboursement (art. 111 al. 2 CPC).

Au vu de l'issue du litige, chaque partie supportera ses propres dépens de recours. Le solde de l'avance versée sera restitué au recourant. * * * * *

- 6/7 -

C/12269/2017 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable le recours formé le 3 novembre 2017 par A_____ contre le jugement JTPI/13112/2017 rendu le 13 octobre 2017 par le Tribunal de première instance dans la cause C/12269/2017-22 SML. Au fond : Annule ce jugement, et statuant à nouveau : Prononce la mainlevée provisoire de l'opposition formée au commandement de payer poursuite n° 15_____ pour les postes n° 2 et 4. Rejette pour le surplus la requête de mainlevée provisoire de l'opposition formée au commandement de payer poursuite n° 15_____, déposée par A_____ le 23 mai 2017. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires des deux instances à 600 fr., et les compense avec les avances effectuées, acquises à l'Etat de Genève. Les met à la charge de A_____ à raison de 300 fr., et à celle de B_____ à raison de 300 fr. Condamne B_____ à verser 300 fr. à A_____. Dit que chaque partie supporte ses propres dépens. Invite les Services financiers du Pouvoir judiciaire à restituer 150 fr. à A_____. Siégeant : Madame Nathalie LANDRY-BARTHE, présidente; Madame Sylvie DROIN et Monsieur Ivo BUETTI, juges; Monsieur David VAZQUEZ, commis-greffier.

La présidente : Nathalie LANDRY-BARTHE

Le commis-greffier : David VAZQUEZ

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 113 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa

- 7/7 -

C/12269/2017 notification avec expédition complète (art 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours constitutionnel subsidiaire.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF inférieure à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.